

Notre syndicat...
plus que jamais



BIRON PATRON
Rapport de SORT \$
Clément Godbout \$
directeur \$ MOUTON \$



RASSEMBLONS
NOS FORCES

Photos Serge Jettou



Raymond Sliger, coordonnateur à l'administration de notre syndicat, et Fernand Daoust, secrétaire-général de la FTQ.



Louis-Marc St-Pierre, président des métallos du Local composé de la grande région métropolitaine, et Pierre Foucault, coordonnateur de la région de Montréal.



Lawrence McBrearty, coordonnateur (Côte-Nord, Bas du Fleuve, Gaspésie, Îles-de-la-Madeleine), et Harold Whittom, président des employés de bureau de Québec Cartier, à Port-Cartier.



Fernand Paquette, coordonnateur pour le Sud du Québec, avec Rita et Robert Saumure. Robert est maintenant permanent dans la région de Montréal.



Antonio Bruno, coordonnateur en Abitibi-Témiscamingue.

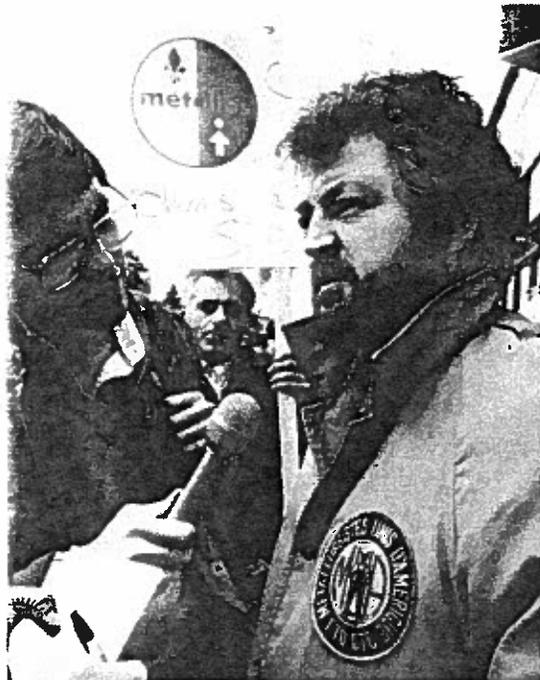


**Notre syndicat...
plus que jamais**

RASSEMBLONS NOS FORCES

Cette dix-huitième assemblée annuelle des syndicats locaux des Métallos du Québec nous permet de faire ensemble le point face à la situation économique qui bat son plein en ce moment, de réfléchir sur notre action et sur l'orientation à prendre, et ainsi mieux saisir ce qui se passe dans notre société. Nous allons donc prendre cette opportunité pour examiner, si vous le voulez bien, les réalités qui nous font face dans l'industrie et dans le monde du travail.

La crise actuelle qui frappe sauvagement tous les travailleurs du Québec et ceux d'à peu près tous les pays du monde, qui frappe également nos frères, nos soeurs, nos amis, enfin tous ceux qui hier travaillaient à gagner honorablement leur vie et celle de leur famille, n'a pas fini ses ravages bien au contraire. Bien sûr, je ne prétends pas connaître toutes les réponses, ni toutes les implications pour notre avenir, que ce soit sur le plan individuel ou sur le plan collectif. Je ressens cependant ce besoin de soulever avec vous certaines questions qui me viennent à l'esprit, certaines appréhensions qui me préoccupent et de mettre bien humblement en lumière les objectifs qui doivent nous guider.



Clément Godbout
directeur

J'espère donc susciter ainsi la discussion au sein des militants et membres du Syndicat des Métallos et du monde syndical qui sont aux prises avec les mêmes problèmes.

Depuis le début de l'année, ça ne va pas dans le meilleur des mondes et il faut bien saisir la dimension de toute cette vague qui ne cesse de grossir. Il s'est perdu au Québec plus de \$592 millions lors de faillites, soit le tiers des sommes perdues dans les faillites dans tout le Canada. En 1981, 44% de l'ensemble des faillites au Canada étaient du Québec. Cette année cela ne va guère mieux. Nous faisons face à la baisse continue de l'emploi combinée bien sûr au ralentissement des taux de salaire, et les mieux nantis en profitent à plein.

et ça continue tout (jours) et

Des changements profonds

Je crois qu'il est essentiel que notre réflexion puisse s'inscrire dans le cadre d'un vaste effort déjà entrepris par le syndicat des Métallos pour amener nos membres et l'opinion publique à prendre davantage conscience de l'impact des changements profonds qui sont à transformer nos attitudes en tant que Québec

travailleurs



En 1982, une longue grève des métallos du Groupe Noranda à Montréal-est et Valleyfield.

~~est~~. Je dirais même qu'ils sont à bouleverser nos valeurs traditionnelles.

Le Québec des années soixante qui a connu sa révolution industrielle et sa révolution sociale, ce même Québec qui s'est penché comme jamais auparavant sur son avenir, qui est même allé jusqu'à élire, ~~au grand désespoir de nos élites d'Ottawa,~~ un gouvernement qui supportait alors un programme social démocratique pour le Québec et qui avait comme objectif la souveraineté du Québec. ~~Ce même Québec~~ qui a su se faire connaître partout pour son initiative et sa détermination, se voit obligé aujourd'hui à mon sens, de prendre un temps d'arrêt pour bien réaliser la mutation qui s'effectue parmi les québécois comme jamais auparavant.

Nous du mouvement syndical, nous surtout des Métallos qui avons la réputation de dire franchement et à haute voix ce que nous pensons, avons comme devoir de bien réaliser ce qui se passe au Québec et parmi nos membres métallos. Il nous faut donc clairement établir nos positions en tant que syndiqués et travailleurs.

La crise qui nous affecte tous, qui sème sur son passage la misère, la pau-

vreté, voire même dans certains cas le découragement, nous oblige à s'ajuster, à changer certaines habitudes, à mettre de côté des projets et, sans trop nous en rendre compte, bouleverser nos valeurs traditionnelles et nos attitudes en tant que travailleurs et en tant que Québécois. Nos savons tous que demain ne sera pas comme hier, mais que sera demain? Bien téméraire celui qui pourra nous le dire. Cependant on peut déceler certaines indications qui apparaissent et qui seront pour demain le défi pour le mouvement syndical.

Nouveaux défis à relever

La fin des années quatre-vingts et les années quatre-vingt-dix nous en réservent qui ne seront pas faciles à surmonter mais nous devons réussir. ~~Nous n'avons pas le choix. C'est notre responsabilité individuelle et collective, en tant que métallos et en tant que québécois.~~ Pendant que le mouvement syndical est à se débattre avec des milliers de mises à pied, des fermetures d'usines et des licenciements massifs, le patronat ne dort pas, il prépare à sa façon ce que sera demain.

Qualité de vie au travail

Une approche syndicale

Depuis un bon moment déjà, on nous parle de la qualité de vie au travail et les formes de présentation varient selon les entreprises ou selon leurs stratégies. On est à peine entré dans ce nouveau "bag" que déjà bien des commentaires sont faits et le jargon est souvent très différent et fort confus.

On parle d'approches nouvelles de gestion, de participation aux décisions, de productive-idées, de nouvelles approches patronales, d'encouragement à la productivité, des changements à l'organisation du travail, etc...

Tout de suite en partant, je dirai que devant toutes ces approches patronales et tous ces mots qui nous sont nouveaux, le mouvement syndical doit avoir l'oeil bien ouvert et surtout le bon. Il faut saisir l'enjeu et nous avons intérêt à ne pas réagir de façon intempestive ni trop rapidement. Devant de telles propositions et avec la possibilité d'y voir nos membres bouleversés, il nous faut réagir avec prudence. Comme nous le savons tous depuis longtemps, au Japon existe ce qu'on appelle des "cercles de qualité" qui ont été mis sur pied à la suite d'expériences vécues à travers les "Scanlon Plan" qui sont nés aux États-Unis durant les années trente.

Le plan "Scanlon" qui se voulait au départ un moyen de permettre aux travailleurs d'émettre leurs opinions et leurs points de vue sur l'organisation du travail dans l'entreprise, avait comme pré-requis dans bien des cas la participation et l'existence d'un syndicat dans l'entreprise. Les "Scanlon Plan" sont à peu près tous disparus avec la reprise des activités économiques d'après-guerre. Aujourd'hui, ils semblent vouloir refaire surface dans plusieurs usines sous différentes formes. Il faut bien noter que de toute façon il s'agit toujours du même animal. Il me semble assez clair à ce moment-ci, qu'un tel programme ne changera pas d'un iota l'attitude rétrograde de notre patronat, et la lutte qu'il livre avec acharnement contre le syndicat ne changera pas du jour au lendemain. Je dirais plutôt que des pa-

trons voudront se servir de ces stratégies pour affaiblir et faire disparaître si possible le syndicat en place.

Cette réalité ne doit cependant pas nous faire oublier que nous devons prendre une approche syndicale. Pour bien se situer je crois qu'il nous faut se rappeler l'avènement des changements technologiques que nous avons tous subis depuis une quinzaine d'années. Le mouvement syndical a agi trop tard et de façon malhabile à son départ. Il s'est d'abord objecté fortement à ces changements et les travailleurs les ont subis quand même. Aujourd'hui nous sommes restreints à négocier "shop par shop" une clause de protection face aux dangers engendrés par ces changements technologiques et vous êtes bien placés pour savoir toutes les difficultés qu'on rencontre et le peu de succès qu'on obtient à la table de négociation. Le patronat se bat au bout pour conserver ses droits dans ce domaine et refuse même dans la plupart des cas, d'en parler avec le syndicat. Le mouvement syndical a donc tout intérêt à s'attaquer immédiatement à ce que sera le programme de qualité de vie au travail en établissant immédiatement les règles du jeu qui devront assurer la protection des droits et des intérêts des travailleurs. Bien sûr, il est irréaliste et stupide de la part de certains employeurs de prétendre pouvoir nous planter ici "le miracle japonais servi à la québécoise". On sait trop bien que tout n'est pas rose au Japon et que les québécois ne feront jamais de "bons japonais" bien dociles.

Des objectifs différents

Pour qu'un programme de qualité de vie réussisse, il faut à priori que l'entreprise accepte, d'emblée et sans arrière-pensée, le syndicat comme étant l'outil efficace et nécessaire de communication avec ses salariés, ce qui impose un changement, assez drastique merci, du concept patronal traditionnel.

Les objectifs et les intérêts des entreprises sont précis et bien connus. Ceux

du mouvement syndical aussi. Ça crève les yeux, ils ne sont pas les mêmes et ne le seront jamais. Sous le couvert de la participation des travailleurs, l'employeur tentera donc d'augmenter sa productivité alors que les travailleurs viseront à travers ce programme une amélioration sensible de leurs conditions de travail et une plus grande sécurité d'emploi, exigeant ainsi le respect de leur dignité. Il ne sera donc pas facile d'enlever de notre système de relation de travail les abus des droits de la direction, ni d'obtenir plus de droits et de respect au travail. Il est évident que les employeurs qui nous proposent une telle approche ont déjà décidé d'établir un tel programme, l'ont déjà étudié à fond et ont établi au préalable leurs objectifs. Ils tentent alors de nous convaincre d'embarquer. Il est alors facile de comprendre que nous devons être forts et encore mieux préparés, comme nous ne l'avons jamais été.

Notre rôle

Si dans ce domaine de la qualité de vie au travail nous pouvons jouer un rôle, c'est qu'au départ nous aurons reçu de l'entreprise toute l'information qu'elle possède et qu'elle aura permis aux travailleurs à travers leur syndicat de participer aux décisions importantes, tout en protégeant individuellement et collectivement leurs droits et leurs emplois, au même titre que l'employeur aurait fait en sorte de protéger ses intérêts.

Il s'agit là d'un principe fondamental à tout succès de ce programme. Je vous incite donc à la fermeté et à avoir la clairvoyance d'établir les règles qui gouverneront un tel programme le cas échéant.

Je ne crois pas qu'on nous offre un cadeau et que tout à coup nous soyons indispensables. Pendant les bonnes années, quand tout allait bien et que l'argent était facile, nous n'avons jamais été invités à participer à la gestion des entreprises. Je ne connais pas beaucoup de métallos qui ont été invités par leur employeur à une consultation du genre alors que tout allait sur des roulettes. Il est quand même important de noter que par hasard les syndicats locaux, qui sont invités et approchés pour un nouveau programme de gestion, sont surtout ceux qui sont les plus forts et les



plus vigoureux. Dans d'autres entreprises, les militants syndicaux sont invités dans le but de participer à de nombreux changements, surtout ceux qui frappent les travailleurs, comme par exemple: les mises à pied, fermeture d'un ou plusieurs départements, déplacements, disparitions de certaines "jobs", regroupement des tâches, diminution des salaires et j'en passe. Jamais on ne nous a demandé notre avis lorsqu'une compagnie faisait beaucoup d'argent. Pas plus qu'on ne nous a offert de rouvrir la convention collective pendant sa durée pour nous en offrir plus.

Quel programme ?

Aujourd'hui, alors que c'est plus difficile, on devient soudainement des gens à qui on s'intéresse. Je ne dis pas qu'à priori on doit rejeter un programme de qualité de vie au travail. Ce que je dis c'est qu'il doit s'agir d'un véritable programme, basé sur des fondations solides qui ne mettent pas en jeu notre propre existence et le militantisme des travailleurs. Dans un cadre honnête et objectif, une meilleure qualité de vie au travail, une bonne participation des travailleurs et de leur syndicat à la gestion de leur entreprise ne peut qu'assurer plus de dignité au travailleur. Bien sûr, nous pouvons jouer un rôle important dans le redressement ou la relance d'une entreprise en difficulté. Il est vrai aussi que nous pouvons jouer un rôle important dans une entreprise qui va bien. Cependant, il ne faut pas perdre de vue ni ne jamais oublier que le mouvement syndical est un mouvement de revendications au niveau de l'usine et dans toute la société en général. Il est de toute première importance de ne jamais l'oublier si on ne veut pas se retrouver dans la situation où la charrue a dépassé le boeuf.

Autres changements technologiques ... et les robots!

Je disais il y a un moment que pendant que sévit la crise actuelle, même si elle rencontre des difficultés bien sûr, l'entreprise est à préparer ce que sera nos conditions de vie et de travail pour les prochaines décennies. Se basant sur l'expérience d'ailleurs, nous sommes à la veille de vivre dans certaines de nos usines où travaillent des Métallos, une véritable révolution micro-technologique qui va bouleverser toutes nos conditions de travail et nos conditions de vie et celles des générations à venir.

Cette capacité d'évaluer et de s'ajuster sera durement mise à l'épreuve durant la prochaine décennie. Depuis quelque temps déjà, on nous parle et on peut lire des articles au sujet de la qualité de vie au travail, de microprocesseurs ou d'utilisation des micropastilles, de la robotisation des entreprises, etc... Alors parlons-en un peu.

Où sont les études?

Cette nouvelle technologie qui s'installera probablement dans plusieurs usines où on retrouve des métaux, affectera brutalement et en profondeur notre milieu de travail traditionnel. Nous savons que bien des études ont été menées ou sont en cours actuellement, sur les effets que cette nouvelle technologie aura sur la rentabilité de l'entreprise et sur la productivité. Mais encore une fois, aucune à ma connaissance ne s'est vraiment attardée afin d'analyser les répercussions sur les travailleurs. Nos gouvernements ont également fait peu de cas de ce que devrait être une véritable politique gouvernementale face à ces nouveaux défis. Il faut immédiatement, au niveau du Québec et sur le plan canadien, se doter d'une stratégie qui saura faire face aux implications de cette technologie. Il faut aussi stimuler les échanges d'information sur ce que doivent être les éléments fondamentaux d'une telle politique. À chaque vague successive de nouvelle technologie,

des changements importants ont affecté nos conditions de travail et celle-ci aura des répercussions encore plus profondes.

Le patronat se servira de cette nouvelle technologie pour éliminer des emplois à plein temps et des milliers de tâches seront affectées ou bien pourront disparaître. Comme d'habitude, on tient les travailleurs dans l'ignorance. Le mouvement syndical et surtout les Métallos, ont fait beaucoup pour améliorer les conditions de vie des travailleurs cois bleus et livrent actuellement une lutte pour celles des cois blancs.

Avant même qu'on ait réussi une véritable percée, on se voit pris pour faire face à un nouveau travailleur, inhumain celui-ci, le col d'acier... le robot. Au risque de surprendre, je veux attirer votre attention sur cette nouvelle technologie qui va changer nos emplois et nos attitudes de vie. Si ces choses arrivent, c'est que quelqu'un quelque part en a décidé ainsi. Je dis que tout ceci est inter-relié: la crise actuelle, les fermetures d'usines, les mises à pied massives, les nouveaux programmes de gestion et la technologie de demain.

Pendant que tout cela se produit, des entreprises font des investissements dans d'autres pays, modernisent leurs usines pour les rendre plus rentables, installent de la nouvelle technologie et se préparent sérieusement pour les années à venir. Les chances sont très bonnes pour que le résultat soit qu'on exporte nos emplois et importe le chômage. Ça ne fait pas un très beau projet de société qui nous attend.

Ça fait partie d'un plan d'ensemble

La préparation par l'entreprise de ce que sera nos méthodes de production à venir, ça fait partie d'un plan d'ensemble. Nous ne pouvons ignorer ce qui se passe ailleurs, dans d'autres pays industrialisés qui souvent soutirent nos

emplois. Voici quelques données fragmentaires: en ce moment aux États-Unis, il existe environ 8,000 robots au travail et au Japon il en existe environ 25,000. D'autres informations indiquent des chiffres bien supérieurs. Pour votre information, le mot "robot" est d'origine tchécoslovaque et signifie "travail forcé".

Selon un rapport de la Fédération Internationale des Organisations de travailleurs de la Métallurgie (FIOM) publié récemment, l'avènement des robots dans les industries manufacturières placera les syndicats devant une réalité de transformation d'emplois et de leur propre force. Cette enquête fut menée auprès de 170 affiliés, allemands, français, danois, américains, suédois et canadiens, etc... Pour être franc, je crains qu'à cause de tous les problèmes qui nous tombent sur la tête à ce moment de notre histoire, les syndicats n'aient pas encore senti les dangers de répercussions négatives très importantes qui les guettent.

General Motors a l'intention d'y aller de 5,000 robots d'ici 1985 et de 14,000 d'ici 1990, ce qui affectera environ 60,000 emplois. Les robots prennent ainsi la place des soudeurs, monteurs, peintres et de d'autres métiers. General Motors prétend que chaque robot pourrait ainsi effectuer le travail de cinq travailleurs à plein temps.

Un robot coûte actuellement environ \$65,000.00 à l'achat et son entretien et l'énergie qu'il dépense coûtent environ \$6.00 l'heure. On peut donc ainsi constater encore une fois que les seuls critères qui incitent les entreprises à aller dans cette direction sont le coût et la productivité.

Nous devons donc nous rendre compte très rapidement que nous sommes rendus au seuil d'une nouvelle frontière technologique. Je m'inquiète de voir que ni aux États-Unis, ni au Canada ni même au Québec, il n'existe un véritable débat de fond à ce sujet. Tout ce que je sais c'est qu'il existe un rapport fait en France, datant de 1978, et un autre fait la même année en Angleterre.

Notre réaction

Ce plan de stratégie d'ensemble est en train de s'installer de façon subtile, mais solidement, ailleurs et chez nous.

C'est bien connu c'est le capital qui mène. Ce capital qui n'a ni frontières ni attaches, en a décidé ainsi. La crise actuelle qui prend sa source au premier choc du pétrole et qui s'est accentuée ensuite chez nous surtout à cause des hauts taux d'intérêt et des politiques de Reagan et Trudeau, a eu comme résultat la disparition de plusieurs "jobs" et la fermeture de plusieurs entreprises où travaillaient des métallos ou d'autres travailleurs québécois.

Cette situation exige de l'agressivité et de l'énergie de notre part. Elle n'est certes pas facile à envisager ni à surmonter et il ne sera certainement pas permis à qui que ce soit de se trouver une porte de salut dans la démission devant les responsabilités que nous devons prendre de plein front.

Parmi les pré-requis à envisager de la part du gouvernement du Québec, il y a tout d'abord le maintien de nos droits et de notre dignité en tant que travailleur et en tant que québécois, sans pour autant remettre en question ou tuer l'initiative individuelle et collective. Il n'y a pas d'autre choix que de se doter d'un véritable plan à court terme d'abord, et à long terme par la suite. Il me semble inévitable que le Québec doive très rapidement entreprendre une véritable réforme qui saura répondre à nos aspirations et à nos besoins.

S'il est vrai que ce gouvernement s'est donné un programme social avancé pour le Québec, il lui faut dès maintenant, car demain il sera trop tard, s'attaquer avec énergie et détermination aux défis qui doivent être surmontés et aux abus dont sont victimes les travailleurs québécois depuis trop longtemps. C'est bien beau de se gargariser de mots et de slogans mais encore faut-il avoir le courage d'en avaler le contenu. Il faut donc que le Québec mette en marche très rapidement le programme social promis.

Beaucoup de Métallos ont été séduits par le programme du Parti Québécois. Je sais aussi que bien des québécois, hommes et femmes, l'ont été également. Il faut bien noter que depuis la prise du pouvoir par le PQ, la pratique a été bien différente des déclarations et des engagements du temps. Ce gouvernement qui a déjà reçu l'appui de presque tout l'ensemble du mouvement syndical et de la plupart d'entre vous, doit réajuster



Grande manifestation à Montréal, le 3 avril 1982, pour protester contre l'inertie du gouvernement face à la crise. On reconnaît Anita Lussier et Alice Fortin, de St-Jean, et Gérard Docquier, directeur canadien de notre syndicat.

son tir. Je n'ai pas d'autre choix actuellement que de sentir cette profonde déception qui ronge les militants des Métallos et bien des québécois que je rencontre un peu partout. Le gouvernement du Québec n'a pas d'autre choix que de revenir plus près de la réalité. Il doit nous sécuriser au lieu de prendre panique. Il doit négocier de bonne foi avec ses salariés, au lieu de chercher des boucs émissaires. La vaste majorité des travailleurs ne demande pas mieux. Il doit légiférer dans le domaine du travail et cesser cette habitude mauvaise, malhabile et naïve qu'il a de tenter de séduire un patronat, qui de toute façon souhaite sa perte et passe son temps à lui tirer dans les jambes.

Une base industrielle

Avec toute l'imagination et l'agressivité qu'on lui a connu, le Québec doit provoquer et supporter le développement d'une base industrielle québécoise dans un plan bien défini de planification, au lieu de trouver des prétextes économiques pour laisser tomber nos sociétés d'État comme Sidbec ou d'au-

tres. Il ne peut oublier que les québécois ont mis bien des efforts humains et financiers dans ces projets. Ils ont cru et croient encore dans son avenir. Le gouvernement n'a pas le droit de décevoir une fois de plus le Québec avec une approche défaitiste. Il a comme seul choix d'établir une fois pour toutes, sa volonté politique de garder et de sauver notre sidérurgie et notre base industrielle. Le gouvernement du Québec doit se prendre en mains, ramasser tout le courage qui lui reste encore et mettre en marche une fois pour toutes le programme qu'il propose depuis 1973, sans oublier d'assurer aux travailleurs et aux travailleuses qui le désirent un véritable accès à la syndicalisation qui est le seul outil efficace de revendications et d'orientation des travailleurs et des travailleuses du Québec.

Sans la force ouvrière il ne se ferait pas grand chose en ce bas monde. Les travailleurs ont droit à leur épanouissement, au respect et à leur dignité. Si le Québec veut offrir pour l'avenir à ses travailleurs de l'espoir, il est de sa responsabilité d'en assurer la possibilité.



Le 3 avril, à Montréal, des milliers et des milliers de travailleurs et de travailleuses ont manifesté dans les rues de Montréal pour dire aux gouvernements qu'ils en avaient assez de la crise.

Le droit à la syndicalisation ... ça n'existe que sur papier!

Nous avons toujours clamé très fort et à juste titre que, pour un travailleur, il est essentiel de pouvoir revendiquer et défendre collectivement ses droits et privilèges. De plus, nous avons toujours cru qu'une société organisée, et qui se veut avancée, se doit d'assurer le respect minimum des droits et libertés de ses citoyens et d'assurer également l'équilibre des chances pour tous. Pour ce, elle se doit de faire en sorte que ses citoyens possèdent des mécanismes de revendications collectifs, de façon à pouvoir établir de vraies règles du jeu qui permettent et assurent la protection de nos droits. Le droit fondamental d'un travailleur de se donner un syndicat est un droit sacré dans une société qui se veut démocratique et civilisée. Au moment où nous vivons de graves problèmes qui nous accaparent et nous préoccupent au plus haut point, il ne faut absolument pas que la crise actuelle nous fasse oublier tout ce drame humain que vivent actuellement des travailleurs et travailleuses du secteur privé face à la syndicalisation. Je suis conscient qu'il n'est pas facile de syndiquer des travailleurs actuellement. Je peux bien sûr comprendre certaines raisons de ce blocage dans le secteur privé. **En premier lieu**, il faut des amendements au Code du Travail du Québec qui assureront ce droit aux travailleurs.

Le "fameux" code du travail

Depuis des années que le gouvernement du Québec se fait casser les oreilles par la FTQ et bien sûr par les Métallos, sur ce dossier puant d'urgence qu'est celui des amendements du Code du Travail du Québec. Il faut que tous les travailleurs aient un véritable droit d'adhérer librement à un syndicat de leur choix. Depuis des années la FTQ revendique des amendements rapides au Code du Travail pour, dans un premier temps, "boucher les trous" les plus béants qui permettent actuellement à

des employeurs de tuer dans l'oeuf toute tentative de syndicalisation ou bien de décapiter tous ceux ou celles qui veulent se syndiquer. Même si nous revendiquons depuis plusieurs années de tels amendements, nous devons constater que presque rien n'a été fait jusqu'ici par le gouvernement du Québec. La seule approche fut que le ministre du travail, contrairement à nos revendications a opté plutôt pour la grande réforme du Code du Travail au lieu d'aller à ce qu'il y a de plus pressant. Cette grande réforme ne nous a jamais trop séduits. Au contraire, cette approche nous a toujours inquiétés. Or ce qui devait arriver... arriva, et je ne crois pas que ce soit par pur accident. Il y a quelques semaines, un projet d'amendement est tombé "par hasard" entre les mains du patronat qui a encore montré son vrai visage, marqué profondément de traits anti-syndicaux et d'une volonté bien arrêtée de ne permettre aucune amélioration de la situation. Le statut quo lui va très bien. Il s'en est suivi de virulentes dénonciations de la part du patronat, des déclarations alarmistes, de menaces à peine voilées accusant publiquement, à travers l'organe publicitaire du patronat, le journal "Les Affaires", le gouvernement de coucher avec les syndicats. Dans un éditorial paru le 21 août 1982, on s'est même permis de qualifier les fonctionnaires du ministère du travail du Québec de marxistes en "hush puppies". Le tour de force fut réussi. Le ministre Marois s'est alors dissocié du document en circulation. Le patronat lâche alors un soupir de soulagement. Les amendements au Code du Travail du Québec risquent d'être reportés aux calendes grecques. Les travailleurs continuent d'être méprisés et démunis. Il s'agit d'un coulage, calculé diront certains, mais moi en tous cas cela ne peut que me laisser perplexe. Pour arroser le tout, on vient de nous nommer un nouveau ministre du travail au Québec. Ce qui veut dire, dans mes cartes en tous cas, encore des délais.

Un patronat farouche

Je crains que le patronat ait maintenant réussi à faire reculer pour un bon bout de temps le gouvernement du Québec. La lutte menée par la FTQ et ses affiliés ne fait donc que commencer s'il en est ainsi.

Il n'est pas facile de syndiquer les non-syndiqués et pour des raisons que nous sommes à même de saisir. Celles qui, selon moi, annulent nos efforts et par surcroît grugent les ressources financières et le moral du mouvement syndical. Partout sur l'ensemble du territoire du Québec, on voit une véritable opération systématique de la part d'un patronat déterminé et farouche qui congédie et humilie des hommes et des femmes qui ont osé exercer un droit, celui de tenter de se donner un véritable syndicat.

On voit aussi des syndicats complètement décapités se retrouver, du jour au lendemain sans officiers ou militants qui sont jetés sur le bord du trottoir. On voit un peu partout des femmes et des hommes menacés, inquiets, voire même terrorisés par l'arrivée d'un représentant syndical à cause d'un patronat sauvage qui veut faire régner la peur sur le territoire québécois.

Il n'est pas surprenant que toute nouvelle campagne de recrutement soit accompagnée de congédiements, de poursuites, d'appels devant les tribunaux, créant ainsi des délais inexplicables et inacceptables qui donnent tout le temps voulu à certains employeurs de faire la "job" de bras qu'ils désirent.

Des délais déraisonnables

Si on parle de la syndicalisation, parlons un peu des délais devant le ministère du travail. Pour un dossier qui va bien, ça prend environ 120 jours entre le dépôt de la requête et la remise d'un certificat de reconnaissance syndicale. Ça c'est quand il n'y a pas d'objections, de poursuites, ou de congédiements... et ces cas-là sont rares. Vous pouvez en parler à Carmin Cartier ou Côte Delisle, ils en auraient bien long à vous raconter sur ce dossier, eux qui le vivent chaque jour. Des employeurs, avec l'aide d'avocats patronaux sans scrupules, s'objec-

tent presque toujours au libellé décrivant l'unité appropriée de négociation, ou bien congédient des militants syndicaux. Et quand le syndicat gagne... ils portent la décision en appel, il ne faut pas oublier que dès qu'un dossier est porté au tribunal du travail, l'employeur vient de gagner un minimum de six (6) mois de délais. Après on conteste le quantum et on re-congédie des militants syndicaux et ça recommence. S'il le faut on se tourne vers d'autres cours de justice. Ça prend alors des années. L'employeur aura donc tout le temps nécessaire. Dans bien des cas, il aura réussi à détruire le syndicat choisi librement par ses salariés ou encore il aura réussi à former un syndicat de boutique à son image, à sa ressemblance, à sa grandeur.

Vous me direz que 120 jours environ pour une accréditation, soit au moins trois (3) mois pour les cas qui vont bien, ça n'a pas grand bon sens. Mais il n'y a pas seulement là que ça cloche! Au mois d'août 1982, il y avait devant le Commissaire général du Travail au-delà de 3,580 requêtes de toutes sortes. Au seul niveau des plaintes de congédiements, suspensions ou déplacements, soit des requêtes en vertu de l'article 15 du Code du Travail, il y avait 1,452 causes en suspens ou en cours rendues au bureau du Commissaire général du Travail et je sais que 123 autres plaintes ont été déposées en septembre 1982.

Si on calcule qu'un cas de congédiement pour activités syndicales prend environ de neuf à onze mois avant d'être entendu, vous pouvez facilement voir l'ampleur du problème. Cela n'a plus de "maudit" bon sens! Il faut absolument que quelque chose se fasse et vite, sans quoi ça peut frapper très dur.

Depuis environ un an, le Syndicat des Métallos a déboursé environ \$100,000.00 en frais d'avocats pour défendre les requêtes en accréditation déposées et les congédiements pour activités syndicales. Comment se fait-il que nos élus gouvernementaux gardent le silence? Qui ne dit mot, consent. Il faut noter à ce chapitre qu'à l'heure actuelle c'est le laisser-faire. Tout le monde s'amuse. Il y a de la place en masse, sauf pour les travailleurs et les travailleuses démunis devant la catastrophe, qui piétinent sur place. Tout le monde balance et tout le monde danse!



Lors de la grève de Stelco, les femmes ont joué un rôle important.

Pourtant, le PQ avait promis...

Pourtant depuis plusieurs années le gouvernement du Parti Québécois promet d'intervenir. Bien avant la prise du pouvoir le conseil exécutif du PQ a soumis aux membres du parti en octobre 1972 (ça fait déjà 10 ans...), un document intitulé: "Quand nous serons vraiment chez nous". Aux pages 125 et 126 on lisait ceci:

"D'abord, est-il besoin de le souligner, on favorisera la syndicalisation complète et sans entraves de tous les travailleurs. Avant les plus belles innovations, en effet il faut compléter cet indispensable regroupement des ouvriers et des employés dans des unions vigoureuses, dont le contrôle effectif soit plus démocratiquement que jamais entre les mains de leurs membres. C'est là que résident, en tout premier lieu, les garanties de sécurité, de dignité et de rentabilité de l'emploi. Or, les deux cinquièmes à peine des travailleurs québécois sont syndiqués. Et c'est dans les trois autres cinquièmes que se recrutent les plus indubitablement exploités et "aliénés" de nos concitoyens.

Il n'est guère surprenant que le syndicalisme n'ait pas encore réussi à ras-

sembler la majorité des travailleurs. Nos États traditionnels ne se font pas mourir à enlever les obstacles; au contraire, ils ont trop souvent profité de la moindre occasion pour maintenir et dramatiser une vieille méfiance à l'égard du syndicalisme, celle en particulier selon laquelle il serait déjà bien trop puissant, alors qu'en réalité c'est sa situation minoritaire et l'insécurité qu'elle engendre qui risquent parfois de le jeter dans l'excès et de coûteuses erreurs de calcul.

Certes, beaucoup d'employeurs continuent aussi d'utiliser des moyens inqualifiables pour prévenir la syndicalisation de leur personnel, ce qui est très facile dans plusieurs secteurs économiques où la main-d'oeuvre est éparpillée entre des centaines ou même des milliers de petits établissements. Il est à peu près impossible pour les centrales syndicales d'organiser convenablement de tels secteurs dans le contexte actuel. Il va donc falloir que la législation et, peut-être surtout, l'esprit de l'administration des lois, ainsi que l'autorité et les moyens dont l'État dispose, soient mis au service d'une syndicalisation intégrale dans les plus brefs délais, en favorisant, tout particulièrement l'organisation et la négociation par secteurs. Inuti-

le d'ajouter qu'on devra garantir en même temps à tous les travailleurs — ce que notre programme énonce déjà — pleine en entière liberté quant au choix de l'organisme syndical auquel ils désirent adhérer. (Édition 1971, p. 16).

Les syndicats deviendront ainsi, avec l'État et un monde patronal également bien structuré, l'un des trois grands "interlocuteurs" qui seront appelés à s'exprimer de la façon la plus décisive dans la mise au point du Plan".

Force m'est donnée de constater que c'est encore là une preuve aberrante de la différence qui existe entre ce qu'on peut promettre et écrire et ce qui se passe véritablement sur le "terrain des vaches". Aujourd'hui, nous sommes moins de 28% de travailleurs du secteur privé au Québec ayant la chance d'avoir un syndicat. Le Québec n'a plus le droit de tolérer un tel gaspillage de sa plus belle ressource... la ressource humaine.

Les luttes intersyndicales

Dans un deuxième temps, je dis que les luttes intersyndicales invitent également les travailleurs à refuser de se syndiquer car le déchirement et le dénigrement entre les centrales syndicales n'aident pas la cause. Le proverbe qui dit "plus on est de fous, plus on s'amuse" s'avère fort à point, et le patronat s'amuse fort bien. Comme on dit, il passe entre les deux aussi facilement qu'un couteau passe à travers le beurre mou. La politique, bien arrêtée et pensée par les dirigeants de la CSN, de maraudage systématique sert de bougie d'allumage à la division des travailleurs entre eux et est le ferment qui active et entretient la méfiance des travailleurs envers tout le mouvement syndical. L'opération souterraine et clandestine du maraudage systématique doit être dénoncée encore plus fort que jamais. Partout il y a des exemples frappants de cette réalité qui fait mal à tous les travailleurs et travailleuses syndiqués(es) au Québec. Pas surprenant de voir surgir partout comme des champignons des syndicats indépendants et de boutique. Cette approche de maraudage systématique aura été, lorsqu'on en fait le constat, la plus génératrice des syndicats de boutique ou indépendants qu'ait connus le Québec.

C'est un fait que la CSN est peu présente dans le secteur privé en compa-

raison de la FTQ. Je ne lui reproche pas, je le constate. Ceci étant dit, ça ne la justifie certainement pas de tenter par tous les moyens honnêtes et malhonnêtes d'y percer. Elle semble avoir un urgent besoin d'argent et de membres et elle va au plus pressant. Elle désorganise ceux déjà syndiqués, tente de détruire leur syndicat, mais à quel prix? Si on prend l'exemple frappant du secteur de l'entretien ménager, il y a au Québec environ 13,000 travailleurs dans ce secteur dont 3,500 sont syndiqués au syndicat de l'Union des Employés de Service, Local 298 FTQ. Au lieu de mettre tout l'effort nécessaire afin de syndiquer les non-syndiqués, la CSN tente de marauder systématiquement ceux déjà syndiqués. Elle dépense ainsi des sommes fabuleuses d'argent et il faut bien le dire franchement ces argents sortent de la poche de ses membres, en particulier ceux du secteur public et parapublic, car ce sont eux qui sont majoritaires à la CSN.

En d'autres termes, les travailleurs du secteur public et para-public, membres de la CSN, à cause bien sûr de la volonté bien arrêtée de leurs dirigeants, sont ceux qui payent pour marauder les autres travailleurs et travailleuses syndiqués(es) surtout dans le secteur privé. Il en résulte ainsi de la haine, du salissage (parce que pour certains "organiseux"... détruire quelques réputations pour gagner des membres, y'a rien là), du dénigrement, une division réelle des travailleurs, la méfiance envers le syndicalisme. Et les patrons s'amusent comme des larrons en foire!

Où sont les réactions?

Pour ma part, je comprends mal que des syndiqués CSN n'aient pas encore réagi violemment devant une telle situation. Comment peuvent-ils continuer d'accepter que leurs dirigeants voient les travailleurs affiliés à la FTQ comme des ennemis ou des païens qu'il faut attaquer à tout prix. Comment expliquer qu'ils aient laissé aller leur syndicat jusqu'à appuyer un syndicat de "poutine" chez St-Hubert Bar-B-Q? Les travailleurs et travailleuses de ce secteur non-syndiqué voulaient se joindre au local du syndicat du commerce FTQ. Le vote fut clair et la victoire fut acquise... mais la CSN a pourtant supporté le syndicat



Une manifestation en faveur des grévistes du Groupe Noranda. Au premier rang, Louis Laberge, président de la FTQ, et Clément Godbout, directeur des Métallos.

de boutique et par conséquence, "le boss" St-Hubert Bar-B-Q.

Je ne sais pas où s'en vont ces dirigeants avec leur traîneau mais je suis personnellement convaincu que ces stratégies inquiètent intérieurement au plus haut point ses membres et ses affiliés. Je demeure convaincu que ses membres, comme vous des Métallos et tous ceux de la FTQ d'ailleurs, ne souhaitent pas mieux et rien d'autre que de se voir développer au Québec une vraie force syndicale et une réelle collaboration entre les syndicats. Je ne connais pas beaucoup de vrais travailleurs qui sèment la division et la haine.

Je ne connais pas non plus beaucoup de vrais travailleurs qui souhaitent le déchirement des travailleurs syndiqués. Je ne connais pas beaucoup de vrais travailleurs qui aiment détruire un syndicat qui fait sa "job" au Québec. Je ne connais pas non plus beaucoup de vrais travailleurs qui tentent de détruire la réputation de leurs compagnons ou campagnes de travail parce qu'ils sont membres d'un autre syndicat. Tous les vrais travailleurs que je connais souhaitent que la solidarité remplace la division,

que l'amitié prenne rapidement le dessus sur la haine, que le respect soit leur fil conducteur de communication au lieu du dénigrement, que leurs cotisations syndicales, en d'autres termes "leur mise en commun", servent à la défense des droits et libertés d'autres travailleurs au lieu d'être remis à certains individus au pouvoir qui s'en servent pour marauder d'autres syndicats qui font leur travail correctement et honnêtement.

Une blessure profonde

Quand je regarde ce qui s'est passé au dernier congrès de la CSN, je serais porté à dire que "qui sème la division, récolte la tempête". Je veux dire qu'à force de dénigrer systématiquement les autres, on finit par se saborder soi-même. Je l'ai vivement senti et je suis persuadé qu'il en est de même pour vous tous. Cette blessure qui existait entre les membres du secteur privé et du secteur public, surtout de la CSN, est soudainement rouverte laissant ainsi apparaître une plaie immense qui n'est pas prête de se cicatrifier. Cet état de

fait aura de graves influences sur la solidarité syndicale et sur le recrutement des non-syndiqués.

Lors de ce congrès, en se retirant de la CSST, la CSN a donné un coup bas à la volonté et aux aspirations de ses membres du secteur privé. En donnant son appui sans réserve et inconditionnel aux actions des travailleurs de la CTCUM, elle n'a pas non plus rallié ses membres du secteur privé.

Je veux indiquer ici que selon moi un **troisième élément** des difficultés qu'on rencontre à la syndicalisation des non-syndiqués dans le secteur privé au Québec, c'est cette division qui nous frappe de plein fouet. Bien sûr, certains diront que le travail a commencé depuis plusieurs années par la go-gauche d'abord, mais je dis que la complaisance et le laisser-faire des dirigeants de la CSN y sont pour beaucoup. Coincés dans une approche incohérente, ils ont été trop longtemps à rechercher si c'est la poule ou l'oeuf qui est arrivé en premier.

Seulement 28 p.c.

Il est inacceptable de laisser dire ou d'accepter ce comportement qui veut qu'il y ait des travailleurs plus méprisables que d'autres. Ce n'est pas vrai que la réussite est assurée par tous les travailleurs du Québec par une action militante et revendicatrice du secteur public seul. C'est d'avoir une vision bien embrouillée sur ce qu'est toute la réalité. Les travailleurs(es) du secteur privé ont réussi à se donner dans moins de 28% des cas un syndicat pour se protéger et pour faire face à des employeurs très durs et très farouches.

Ces travailleurs méritent tout le respect auquel ils ont droit et toute approche contraire ne peut être qu'interprétée comme mépris. Je trouve passablement fort de voir la CSN, après tout ce qui s'est passé depuis quelque temps, nous dire: "nous du secteur public, laissez-nous faire, appuyez-nous, nous allons vous tracer la voie et vous du secteur privé, vous n'aurez qu'à suivre nos pas". Beau geste de solidarité n'est-ce pas? Je crois connaître d'avance la réponse des travailleurs de Sidbec-Dosco ou Sidbec Normines, de Marine Industries, de la Davie à Lauzon et des autres travailleurs du secteur privé. Une telle attitude ne laisse entrevoir malheureuse-

ment que la pointe de l'iceberg sur l'orientation sociale, tout le reste demeure camouflé. Les vrais travailleurs autant du secteur privé que du secteur public n'aiment pas les attitudes hautaines.

La société possède bien sûr des inconvénients, mais ils sont souvent le résultat d'abus. Il me semble donc important de réfléchir à tout cela et de lancer la discussion sur ces manoeuvres et ces attitudes syndicales qui circulent au Québec. À tous les niveaux de notre syndicat, dans bien des syndicats locaux et dans bien d'autres syndicats, ceci autant que dans toute la société même, je constate que bien des discussions et plusieurs actions traduisent une grave frustration à l'endroit de l'action syndicale et le syndicalisme est remis en cause.

Changer d'attitudes

Plusieurs militants des Métallos, ayant beaucoup de coeur et d'énergie, sont actuellement durement secoués par le climat syndical actuel, par les luttes intersyndicales acharnées, par le manque d'intervention ferme du gouvernement dans le domaine du travail, du Code du Travail, par le manque de protection en cas de licenciement et de fermeture d'usines, par l'attente d'un fonds minier depuis 1965, par l'accréditation multi-patronale rendue probablement aux oubliettes dans un fond de tiroir quelque part au Ministère et enfin, de façon plus brutale dans bien des cas par indifférence, voire même par l'hostilité des membres envers le syndicalisme. Je suis persuadé pour ma part que l'avenir du mouvement syndical réside dans un changement drastique de nos attitudes qui ont fait en sorte qu'aujourd'hui la propagande anti-syndicale et le maraudage systématique ont donné comme résultat que bien des travailleurs voient le syndicat ou l'appareil syndical comme une "slot machine" intarrissable.

On gage pour le meilleur... on prêche le maraudage et on croit dans la concurrence entre les syndicats. Au niveau de l'opinion publique on en mène pas très large. Vous me direz que l'opinion publique on ne l'a jamais trop eu sur notre bord, mais il n'est certes pas nécessaire de se la mettre carrément à dos. Il n'y a rien pour sauter de joie, ni de fierté. De

jour en jour, je crains que ça ne se détériore. Il en est probablement ainsi de l'opinion de trop de travailleurs et de travailleuses au Québec.

Je suis persuadé que ces attitudes et stratégies qui discréditent l'action syndicale sont plusieurs bâtons qui bloquent le fonctionnement de la roue du mouvement ouvrier qui n'arrive plus à avancer. La vaste majorité des travailleurs et des travailleuses au Québec exigent que ça change. Si nous ne retombons pas rapidement sur nos pattes, c'est toute la société québécoise qui nous maudira d'avoir organisé et nourri ce panier de crabes. Nous aurons obtenu en fin de piste un mouvement syndical déchiré, morcellé, difficilement capable de se reprendre en mains. Les résultats feront tristement honte à ceux qui auront semé la division et la zizanie. N'oublions jamais que notre misère sert grandement aux gouvernements qui refusent de faire des lois et aux employeurs qui profitent de la situation pour imposer encore plus confortablement ses volontés sur l'ensemble du Québec.

Actuellement plus de 1,500,000 travailleurs sont sans la protection d'un syndicat. De plus environ 200,000 travailleurs se sont donné des syndicats indépendants et des centaines d'autres se retrouvent dans des syndicats dominés par des employeurs. Je trouve que cette réalité oblige le mouvement syndical à cesser les folies de "lutttes fraternelles" dévastatrices et sans résultat. Notre avenir n'est certainement pas à se soutirer les travailleurs demeurés fidèles malgré tout au mouvement syndical.

De façon civilisée

Bien sûr les travailleurs ont droit et devront toujours avoir le droit au syndicat de leur choix. Bien sûr les travailleurs peuvent et pourront toujours changer de syndicat si c'est leur volonté, mais je suis profondément convaincu que tous et toutes sans exception désirent et veulent que le changement d'allégeance se fasse de façon civilisée, sans dénigrement et à partir de véritables principes syndicaux. Les campagnes de mauraudage qui se font du genre carnaval, avec battage publicitaire et acharnement contre l'"adversaire" n'ont jamais donné une seule once de loyau-



Michel Blondin, responsable de notre service d'éducation, et Patrice Mercier, président des métallos des Métaux Noranda Industrie.



Normand Poliquin, président des métallos du Fer Ornamental.



Arnold Dugas, permanent, et Gilles Poirier, président des métallos de Sidbec-Truscon.

té, ni une seule once de solidarité. Jusqu'ici c'est bien évident, c'est tout le contraire. On en sort tous dégoûtés.

Il est de la plus grande responsabilité de tout le mouvement syndical, de quelque allégeance que ce soit, de faire chacun son bout de chemin quitte à mettre de côté les rancœurs et le goût de revanche, pour en arriver à une véritable solidarité de tous les travailleurs et travailleuses du Québec.

Si cette démarche est impossible à cause de la mauvaise volonté de certains "organiseurs" alors nous devons en conclure que la situation présente

devra continuer et nous devons organiser alors la riposte avec force et vigueur. Si en 1982 l'avenir du mouvement syndical au Québec réside dans le maraudage systématique, nous devons donc en faire partie et y aller allègrement. Ceci n'a jamais été l'approche des Métallos et c'est pour cette raison que nous devons le déplorer profondément.

Nous pourrions alors nous reprocher d'avoir rêvé à un Québec où les travailleurs et les travailleuses seraient unis tous ensemble pour faire un Québec encore meilleur où il ferait bon y vivre dans l'harmonie et le respect mutuel.



Les métallos de la Fonderie CSF, à Montréal, ont créé un comité de sans-emploi pour aider leurs compagnons de travail.

Notre approche comme Métallos

Tous ceux qui de ce temps-ci souhaitent notre disparition y travaillent avec détermination. Le patronat n'y va pas avec le dos de la cuillère pour dénoncer le syndicalisme, pour lui mettre sur le dos tous les maux de la société et lorsqu'il y a mise-à-pied ou des fermetures c'est la faute du syndicat. Les entreprises non-syndiquées donnent actuellement un peu partout des cours sur "comment détruire ou éviter le syndicat" et publient des tonnes d'articles sur le sujet. Systématiquement c'est la propagande continue pour démontrer les bienfaits de l'absence d'un syndicat dans l'usine. Il faut bien se l'avouer "ça d'lair que ça pogne".

D'un autre côté, le gouvernement qui doit négocier cette année a décidé de prendre la route de la "jambette" et du dénigrement. On peut déceler bien sûr des aspects qui peuvent paraître négatifs à l'action syndicale et du côté de sa stratégie on peut soulever bien des questions, mais ceci ne permet certainement pas au gouvernement du Québec d'agir comme le plus farouche des employeurs. Le gouvernement frappe sur le mouvement syndical. Il profite de toutes les circonstances qui lui sont offertes pour mettre le "spot light" sur certaines actions des syndicats en place. C'est nous tous sans exception qui passons pas le hache-viande dans l'opinion publique.

Le dénigrement ou une stratégie vicieuse du gouvernement du Québec ne seront jamais des attitudes sociales acceptables. Il ne doit jamais oublier qu'il est employeur et législateur, donc juge et partie. Nous sommes forcés de nous rendre compte que la stratégie du gouvernement porte des fruits. De plus en plus, il recherche l'appui de l'opinion publique, les journaux y vont à fond de train avec des éditoriaux et des articles à pleines pages. "En voulez-vous, en v'là...". Ce qui permet d'énervier le Québec, de tenter de passer la crise sous silence, alors que des milliers de travailleurs du secteur privé perdent leur emploi. Eux ne sont pas mis en disponibilité ou on ne leur offre pas d'emploi ailleurs. C'est d'abord l'assurance-chôma-

ge et ensuite le secours direct (aide sociale). C'est un peu plus brutal, n'est-ce pas?

Le bouc émissaire

La presse écrite et électronique, acaparée par le secteur public, a beaucoup de difficultés à expliquer le drame que vivent les travailleurs et les travailleuses manuels et de bureau du secteur privé. Je suis porté à croire que ceux qui ont pu établir une telle stratégie au gouvernement du Québec, le cas échéant, doivent être morts de rire. Je crois que le gouvernement a très bien saisi qu'à la sortie de la crise les gens chercheront un bouc émissaire. Serait-ce que le gouvernement a décidé plus que jamais que cette fois-ci ce sera tout le mouvement syndical qui en paiera la note? Pour ce qui est du patronat c'est clair et il travaille en ce sens depuis belle lurette. Avec moins de 28% de syndiqués dans le secteur privé, si par dessus tout cela on parvient à nous rendre responsables de la crise... vous voyez cela d'ici. C'est pour toutes ces raisons qu'il nous faut réagir et se préparer à lutter encore plus fort.

Dans ce sens, lors de l'assemblée annuelle des syndicats locaux des Métallos du Québec de l'an dernier, j'ai fait appel à vous tous comme militants et je veux le répéter et revenir à la charge. Je vous rappelle que c'est dans le milieu du travail qu'on retrouve les travailleurs. C'est là qu'on peut vivre véritablement leurs problèmes et comprendre leurs aspirations. Je suis persuadé que tout militant syndical se doit actuellement d'être ou de devenir un leader de plus en plus fort. Il doit être là présent avec ses troupes pour les supporter et les aider.

Nous avons tous à gagner de ce temps-ci à mettre beaucoup moins de temps à l'aspect technique de notre travail pour se concentrer au maximum sur l'aspect humain de notre action. Le contact humain est essentiel à notre vitalité et notre efficacité. Pas surprenant qu'encore aujourd'hui des employeurs refusent le droit à un permanent syndical d'entrer sur la "job". Eux savent que

le contact est important. Dans ces cas, il faut nous imposer plus que jamais et aller sur la "job" rencontrer nos membres et ceux qui le deviendront.

La communication

Il est essentiel de développer une stratégie où nos contacts seront de plus en plus nombreux avec nos membres, de faire tout notre possible pour permettre encore davantage aux membres de notre syndicat de s'exprimer à tous les niveaux et de la façon qu'ils le désirent. Il faut déjudiciariser notre action et être compris. Il est très important que les décisions des membres soient bien exécutées et qu'ils soient bien informés de ce que nous faisons. Il est à ce point de vue

essentiel d'établir une communication plus serrée et c'est pour cela que j'ai demandé à Jean-Marc Carle de mettre sur pied un bulletin de liaison qui tiendra en communication plus étroite le Syndicat des Métallos et ses militants ainsi que ses membres.

Le journal Le Métallo reprendra avec plus de régularité. En 1982 l'information est encore plus importante qu'elle ne l'a jamais été. Il faut une riposte à la propagande patronale.

J'invite les syndicats locaux partout où c'est possible de mettre sur pied et de maintenir un petit journal ou un bulletin d'information pour ses membres. Vous serez alors à même de saisir l'importance d'un tel outil de travail si vous le mettez à votre disposition.



Il faut sauver Sidbec, notre sidérurgie d'État.

Une société en mutation profonde

La crise économique qui engendre misère et découragement nous affecte profondément et nos valeurs et attitudes sont présentement en train de changer. La crise actuelle nous invite à nous retourner et à comprendre ce qui s'est fait au début du syndicalisme nord-américain. Au déclenchement de la crise de 1929, et si on se rapporte aux années 1930 à 1940, on peut voir de quelle façon et comprendre pourquoi le mouvement syndical s'est développé en Amérique du Nord.

Luttes d'hier et d'aujourd'hui

Bien sûr, il y avait des syndicats de métier en place, mais en gros, la situation des travailleurs du temps était cruellement similaire à celle d'aujourd'hui à bien des égards. L'exception la plus importante étant l'absence de l'assurance-chômage et du bien-être social. On était jeté à bout de bras dans la rue comme du bétail, les usines fermaient les unes après les autres, et le chômage était généralisé. Pour faire face à la situation désastreuse, des hommes et des femmes pleins de courage décidèrent de se regrouper et ils ont obtenu à travers les années, au prix de beaucoup de sacrifices humains et de luttes exemplaires, grâce à leur solidarité inébranlable, un peu plus de respect et de dignité.

Lorsque commença cette lutte longue et parfois sanglante de ceux et celles qui eurent l'idée de regrouper la main-d'oeuvres (travailleurs et travailleuses d'usines), on l'appela alors "syndicalisme". Les travailleurs industriels avaient fort longtemps été soumis à la loi du marché et à un salaire de subsistance. Ce mouvement syndical prit de la force et les "maîtres de l'économie" et bien sûr "les faux prophètes du temps" annoncèrent alors la fin du monde. Pour bien briser les reins du syndicat, on faisait peur. Comme vous le voyez, les attitudes et les stratégies sont demeurées passablement ce qu'elles étaient.

Au lieu de l'apocalypse, les salaires ont augmenté. La protection par le rap-

port collectif de revendication s'est installée et des conventions collectives se signèrent à mesure que l'industrie se développait. Ce fut en fait le commencement d'une prospérité nouvelle.

Il est quand même très intéressant de noter qu'aujourd'hui les rares démocraties industrielles, comme la Suède, et le Danemark, qui ont accepté le syndicalisme comme utile et nécessaire, qui n'ont pas tenté de le détruire, en d'autres termes qui ont "respecté le contrat" et qui ne tente pas de se servir et de profiter de la "crise" pour casser le syndicalisme, sont celles qui restent les plus efficaces et qui s'en sortent le mieux. Il me semble que le patronat au Québec et les gouvernements doivent se rendre compte de la réalité et faire leur examen de conscience. J'estime que la confession ne sera pas de tout repos.

Aujourd'hui en 1982, nous sommes tributaires des gains obtenus de hautes luttes, il faut bien se rendre compte qu'ils nous échappent très très rapidement. C'est avec une vitesse déconcertante que la crise nous a frappés et elle continue. À tous les jours, des travailleurs perdent leur emploi et leur dignité.

Rassembler nos forces

Tous les gains obtenus, à travers les luttes des générations de travailleurs qui nous ont précédés, s'envolent en fumée. Plus de 20,000 métallos au Québec, 90,000 au Canada et 520,000 sur le continent sont sans emploi. On ne doit pas les laisser à eux-mêmes. Il nous faut réagir, faire comme nos fondateurs et prendre le taureau par les cornes. Il nous faut maintenir très serrés les liens avec nos confrères et nos consoeurs qui sont sans travail, il nous faut retrousser nos manches, aller rencontrer les travailleurs non-syndiqués et les aider ainsi à obtenir la protection d'un syndicat comme celui des Métallos. Il y a au Québec, actuellement, environ 1,500,000 non-syndiqués travaillant dans des manufactures, des restaurants, des banques, des magasins, des bureaux, des maisons privées, etc... On retrouve un fort pourcentage d'immigrants, environ



Lutter pour notre santé, notre sécurité, nos droits, notre dignité, notre avenir...

300.000, et sur l'ensemble de ces non-syndiqués, il faut saisir cette réalité brutale: 70% sont des femmes ou bien des employé(es) à temps partiel. La plupart d'entre eux ont des conditions de travail collées au salaire minimum. Ces travailleurs et travailleuses sont isolés, mal informés, sans protection, soumis aux caprices de l'employeur et mal payés. Ils ont à faire face à des employeurs puissants et ils ont un urgent besoin de nous. Il me semble à moi en tout cas, que cette situation nous indique clairement la route à prendre et il est de notre devoir d'en suivre les indications.

Ceux qui ont écrit depuis quarante ans l'histoire du syndicat des Métallos ont voulu nous dicter la voie et ils l'ont décrite de façon fantastique dans nos statuts à l'article 2... nos objectifs:

Une belle voie à suivre

Unir au sein de ce syndicat industriel, sans distinction de race, de croyance, de couleur ou de nationalité, tous les travailleurs, hommes et femmes, admissibles comme membres et qui travaillent à l'intérieur et aux environs des usines et manufactures. Et ce, aux États-Unis, au Canada, ainsi que dans les régions insulaires adjacentes à ces deux pays.

Par la négociation collective, obtenir pour les travailleurs de l'industrie des taux de salaire justes, la réduction du nombre des heures de travail et des améliorations dans les conditions de travail.

Prendre part à des activités dans les domaines de l'éducation, de la législation, de la politique, des affaires municipales, sociales et communautaires, de la sécurité sociale ou autres; travailler au progrès et à la sauvegarde de la sécurité économique et sociale des travailleurs industriels, du syndicat international, de ses syndicats locaux et du syndicalisme libre aux États-Unis, au Canada et dans le monde; oeuvrer à la protection et à l'expansion de nos institutions démocratiques, et de nos droits et libertés de la personne; perpétuer et propager, aux États-Unis, au Canada et dans la communauté mondiale, les traditions de démocratie et de justice sociale et économique qui nous sont chères.

En tant que syndicat international autonome affilié à d'autres syndicats internationaux au sein de fédérations nationales ou internationales aux États-Unis, au Canada et dans le monde libre, unifier et consolider le syndicat international, ses syndicats locaux et l'ensemble du mouvement ouvrier, et prêter secours et assistance financièrement ou autrement, à des organisations syndicales ou autres aux États-Unis, au Canada et ailleurs dans le monde".

Syndiquer les non-syndiqués, ce sera difficile et coûteux, mais si ce n'est pas là notre mission première, toute la notion fondamentale de solidarité est remise en cause et l'avenir de tout le mouvement syndical est en danger.

Se mettre au recrutement

Si à travers les difficultés incroyables des années 30 et du début 40, des militants syndicaux (hommes et femmes) forts démunis ont tout risqué et ont pu réussir à bâtir la solidarité des travailleurs, nous sommes capables d'en faire autant aujourd'hui. Il nous faut revendiquer avec encore plus de force des législations qui permettent un véritable accès au syndicalisme pour tous les québécois. On n'a plus le choix et on devra juger très sévèrement le ou les gouvernements qui ne prendront pas leurs responsabilités en ce sens. Le laisser-faire du gouvernement du Québec a duré trop longtemps.

Même si aujourd'hui notre action et notre approche se devront d'être bien différentes, les principes fondamentaux restent les mêmes.

La force et la compétence du syndicat des Métallos, de ses militants et de ses dirigeants, résident dans cette capacité à s'ajuster aux changements et à faire face à de nouveaux obstacles à surmonter.

L'objectif est clair et nous savons ce que nous voulons en tant que Métallos. Nous devons tous ensemble donner aux travailleurs non-syndiqués l'outil essentiel qu'est le syndicat. Nous devons combattre avec toutes nos forces ceux qui tenteront de nous créer des embûches et nous empêcher de réussir. Nous avons le devoir de réussir, nous allons faire tout en notre possible pour réussir et ensemble avec vous tous qui êtes présents partout sur le territoire québécois, nous allons réussir.

J'ai demandé à tous les permanents de mettre un effort important dans ce sens et je vous en demande autant. Je crois qu'il est vrai de dire que lorsque vous avez eu besoin de votre syndicat, les Métallos n'ont jamais hésité. Le Syndicat des Métallos était là, présent et prêt. Aujourd'hui, je vous demande d'aller syndiquer d'autres métallos.

Je sais que vous y verrez et que vous travaillerez très fort pour syndiquer d'autres travailleurs, qui sont eux sans moyen de défense, laissés à eux-mêmes. Ils ont grandement besoin de nous.

Nos luttes: appui et présence

Un dernier aspect de notre action que je veux traiter dans ce rapport et sur lequel je vous demande de réfléchir, c'est l'appui et la présence lors de nos luttes. Il est essentiel que lorsque des membres Métallos se battent pour obtenir de meilleures conditions de vie et de travail, nous puissions les assurer du maximum de coordination et de stratégie, sans pour autant jouer dans les plate-bandes des autres et sans pour autant affecter l'autonomie que chaque syndicat local possède chez les Métallos. Cette autonomie est essentielle à la démocratie et à la vitalité de notre syndicat. Je sais qu'il est difficile de demander à un permanent des Métallos, qui se retrouve avec des centaines de travailleurs en grève en plus de donner le service à une quinzaine de syndicats locaux, de s'occuper à plein temps de toutes les activités qui entourent une grève ou un lock-out.

De façon à assurer cette présence essentielle à la solidarité de nos membres durant leur lutte, j'ai demandé au confrère Michel Blondin d'assurer la fonction de responsable d'aide aux luttes des Métallos du Québec. En collaboration avec le permanent des Métallos au dossier, avec l'appui des militants du syndicat local impliqué, il sera facile alors pour le syndicat d'offrir avant même le début de vos négociations des cours d'information aux militants sur leur rôle et leurs responsabilités en temps de négociation, sur les actions à prendre lors de grève ou de lock-out, sur les stratégies à développer pour maintenir une ligne de piquetage efficace et solide, sur l'administration technique des fonds de grève et leur distribution, etc...

Je trouve qu'à ce niveau nous avons tous à gagner à mieux nous équiper en ce domaine. Nous devrions de plus être capables de faire circuler sous peu parmi les syndicats locaux des Métallos un manuel de directives à respecter en cas de grève. Tous ces outils de travail à votre disposition vous permettront je l'es-



père d'obtenir de meilleurs résultats de solidarité et de mobilisation.

La solidarité

Je veux remercier Gérard Docquier de son appui à cette nouvelle approche. Elle sera très certainement utile dans nos batailles contre ceux qui veulent nous écraser et nous diviser. Pendant la crise actuelle, la solidarité peut en prendre pour son rhume et nous devons alors être présents pour contrebalancer les attaques et pour tenir les morceaux ensemble, de façon à en sortir collectivement plus près les uns des autres et encore plus forts.

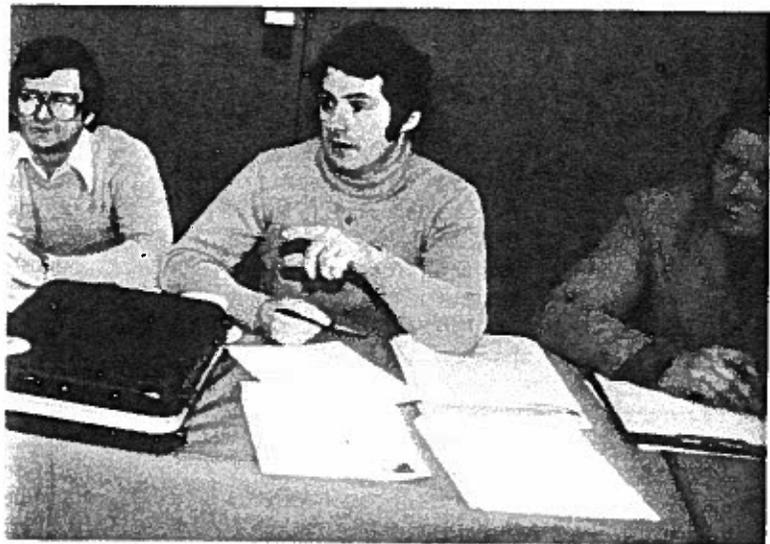
Nous avons le devoir de maintenir notre solidarité qui est l'essentiel de notre efficacité. La solidarité des Métallos c'est notre colonne vertébrale.

Nous avons les ressources et les compétences humaines pour réussir. Chacun de nous, en mettant sérieusement l'épaule à la roue, nous sortirons de cette période difficile encore plus grandis et encore plus fiers d'être Métallos.

À cause de notre détermination et notre volonté de réussir, nous aurons franchi ensemble une autre étape importante vers notre dignité.



Claude Soucy, président des métallos, des Mines Gaspé, à Murdochville.



Denis Latendresse, de la mine Lamaque, à Val d'Or, Michel Provencher, de Chibougamau, et Henri Vallée, de la mine Patino.



Gilles Dextras, de Stelco-Contrecoeur.



Claude Boyer, président des métallos de la Forge CSW, à Montréal.



Pierre Drainville, président du syndicat de Ciment Indépendant, à Joliette.



Marcel Mousseau, président du syndicat de Atlas-Turner, et Roger Daneau, président des métallos de Bombardier, à Montréal.



André Tremblay, président des métallos de Sidbec-Contrecoeur.



Roméo Tranquille, président du syndicat de Dominion-Bridge, à Lachine.



Pierre Martin, de Union Carbide, à Beauharnois.



Jean-Guy Savole, président des métallos de l'affinerie canadienne de cuivre CCR, à Montréal-est.



Gilles Pilotte, président des métallos de l'Affinerie de zinc de Valleyfield.



Bernard Gagnon, président du syndicat de la Fonderie CSF, à Montréal.



Herby Bérubé, président des métallos des Mines Québec Cartier, à Fermont, Gagnon, Fire Lake, sur la Côte-Nord.



Des femmes de l'usine Leviton, à Montréal.



Marcel Edoin et Tino Dennaney, respectivement président des métallos de Sidbec-Longueuil et de Sidbec-Montréal.



"M. Trudeau, vous avez compris le message?"



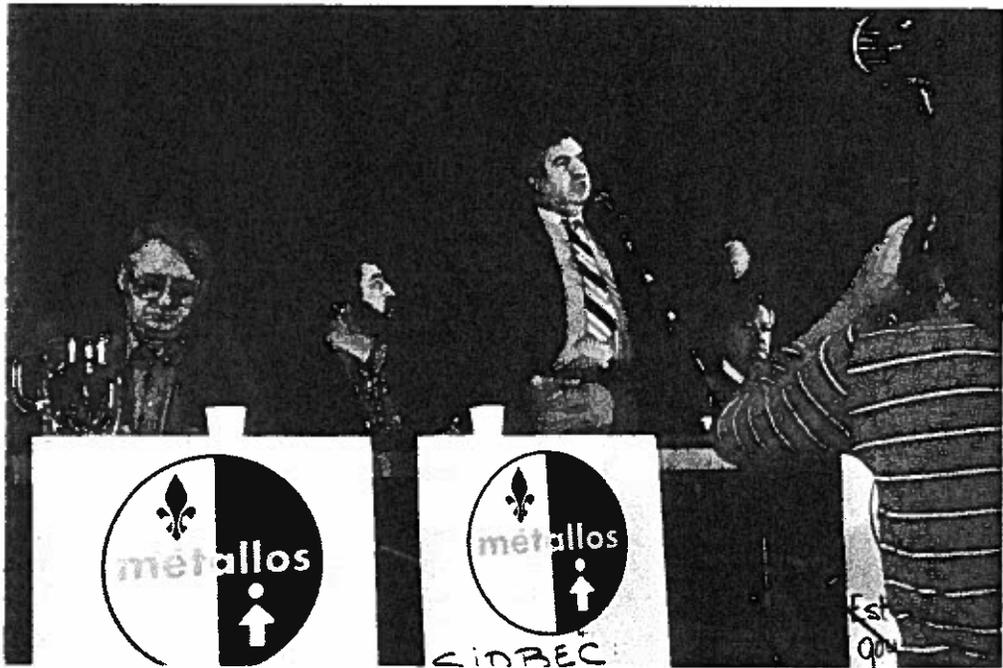
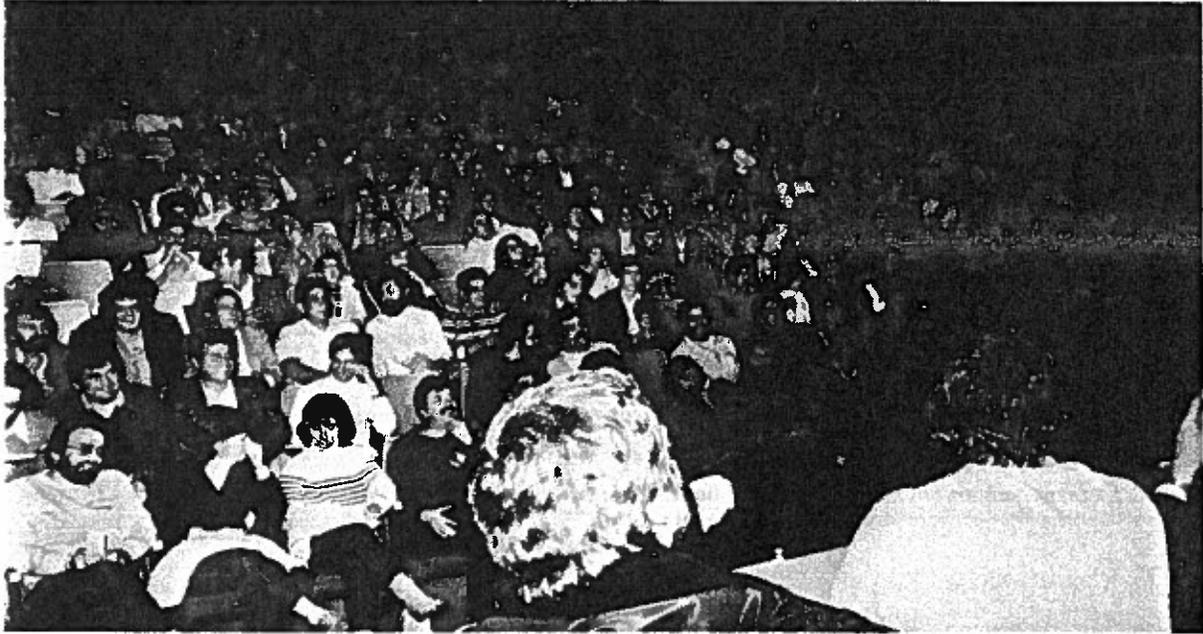
Plus de 2,300 personnes ont manifesté à Sept-Îles le 23 octobre dernier pour protester contre la crise qui sévit de façon particulièrement cruelle dans cette vaste région du fer. **LA CÔTE-NORD VEUT TRAVAILLER.**



Luc Noël, président des métallos de Fer et Titane, au Havre St-Pierre, Réjane Noël, présidente du syndicat des Pêcheurs unis du Québec, et Gilles Thibault, un ardent militant de Havre St-Pierre.



Robert Émond, métallurgiste de Fer et Titane, président du syndicat de



Les Métallos ont présenté un important mémoire au Gouvernement lors de la Commission parlementaire sur Sidbec.

Quelques jours avant la présentation du mémoire, plus de 1,000 métallos de Montréal, Longueuil, Contrecoeur et LaSalle, ont envahi le CEGEP Édouard-Montpetit, à Longueuil, pour réclamer la survie et le progrès de Sidbec. Ici, Gérard Docquier, directeur canadien de notre syndicat, Clément Godbout, directeur québécois, Marcel Bureau, responsable du dossier Sidbec pour les Métallos, et Fernand Daoust, secrétaire-général de la FTQ.



1290 Saint-Denis
10e étage
Montréal H2X 3J7
(514) 288-7200